

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

L'USJ envoie un « signal fort » aux autorités françaises

Le conseil stratégique de l'Université Saint-Joseph, réuni à Paris, invite la France à réinvestir massivement, sur les plans financier et académique, dans la francophonie.

Fady NOUN,
à Paris

Consacrer l'exception culturelle francophone qu'est le Liban, et en sauver les valeurs érodées par un pragmatisme venu de la mondialisation anglophone, tels sont certains des besoins et certitudes affirmés à l'occasion de la tenue à Paris du conseil stratégique de l'Université Saint-Joseph (30 novembre-1er décembre). Autour du recteur de l'USJ, Salim Daccache, se sont retrouvés notamment les ministres et anciens ministres Marwan Hamadé, Nayla Moawad, Tarek Mitri, Nasser Saïdi et Walid Daouk, une dizaine de vice-recteurs et de doyens de la grande université francophone de Beyrouth, ainsi que des personnalités du monde économique, à l'instar de Samir Assaf et Varouj Nerguizian, et les pères Victor Assouad, conseiller du supérieur général de la compagnie de Jésus, et Joseph Nassar, président de l'Hôtel-Dieu

À l'ordre du jour, des visites au président du Sénat Gérard Larcher, au Quai d'Orsay, avec le directeur de la section Moyen-Orient-Afrique du Nord, Jérôme Bonnafont, à l'Assemblée nationale, avec les jeunes députés de La République en marche ! du groupe d'amitié France-Liban, au ministère de l'Enseignement supérieur, à l'Élysée, avec un conseiller du président Emmanuel Macron, Aurélien Lechevalier, jadis en poste au Liban, à l'Unesco avec Jean-Paul Moatti, président de l'Institut de recherche pour le développement, ainsi qu'un grand dîner de retrouvailles des anciens et des partenaires de l'USJ à l'Unesco, sous l'égide de l'ambassadeur Khalil Karam.

Prévue et préparée depuis longtemps, la tenue du conseil à Paris ne pouvait mieux tomber. Le rôle décisif joué par la France pour résoudre la crise soudaine apparue entre le Liban et l'Arabie saoudite, et l'extraordinaire vague de sympathie que cette initiative a valu au Liban au président Macron, ont disposé en retour les responsables français à se montrer particulièrement attentifs au message que cherchaient à leur transmettre les ministres membres du conseil stratégique de l'USJ et son recteur. Un message foncièrement stratégique lui-même, puisqu'il s'agit globalement d'opérer un réinvestissement massif, sur les plans financier et académique,

dans la francophonie – un réinvestissement accessoirement centré sur les besoins de l'USJ comme pièce maîtresse de cette francophonie, mais qui doit certainement bénéficier à tous les acteurs culturels concernés.

La détermination de la France à répondre favorablement, dans la mesure de ses moyens, aux besoins du Liban et de la francophonie, s'est reflétée entre autres dans la déclaration de sympathie de Jérôme Bonnafont, directeur du département Moyen-Orient-Afrique du Nord au Quai d'Orsay : « Nous avons la plus grande estime pour l'Université Saint-Joseph. Nous considérons que c'est un établissement d'enseignement supérieur d'excellence qui forme une partie non seulement de l'élite libanaise, mais également proche et moyen-orientale, et qui est un établissement de référence dans la modernité du Levant », a-t-il ainsi affirmé.

Tradition « libanophile »

« Avec le président Macron, la tradition *libanophile* de la diplomatie française va se perpétuer, voire s'amplifier, a ajouté M. Bonnafont. Et dans ce cadre-là, le fait que vous veniez pour tenir le conseil stratégique à Paris est pour nous un signal fort, à travers lequel vous nous dites : *Nous sommes vos partenaires privilégiés*. En retour, nous croyons que vous êtes l'enseigne de l'établissement d'enseignement supérieur de référence, celui autour duquel se sont construites beaucoup de nos actions. »

Au terme de ces deux jours de contacts, les hauts responsables de l'université et les personnalités qui les accompagnaient repartent avec l'impression d'avoir plaidé sur le ton juste la cause de la grande université francophone du Liban, et transmis fidèlement le sentiment d'urgence qui les habite de voir la France répondre à la hauteur voulue aux défis actuels, et réinvestir dans une francophonie académique et des valeurs, dans le respect du principe qu'il est besoin non seulement d'apprendre, mais d'apprendre à apprendre, et de se garder du péril d'une maîtrise de la technologie indépendante de tout bagage moral.

Un service public

« Pour être une université privée, l'USJ rend au Liban et à la francophonie un service public irrempla-



La délégation de l'USJ conduite par le président de l'Hôtel-Dieu, le père Joseph Nassar.

çable, un service véritablement national. Il n'y a aucune entorse au principe républicain à l'aider, car tout y est transparent et investi dans la bonne direction. » Voilà, en substance, le discours développé par les responsables de l'université devant leurs auditeurs français.

Face à l'anglais, la francophonie au Liban souffre d'un rétrécissement de son champ, soutient et répète le recteur de l'USJ. Ce rétrécissement est perceptible à l'USJ, où les inscriptions plafonnent, notamment en raison de la prolifération d'universités et d'instituts universitaires privés, dont la plupart sont anglophones. Pour compenser ce recul, il est impératif de renforcer la maîtrise de la langue française au niveau scolaire, et de proposer des sessions de perfectionnement sur le plan universitaire, afin de donner une meilleure chance à cette langue lors du passage du secondaire à l'université.

Les élèves des grandes écoles privées se dirigent plus volontiers vers les universités anglophones, fait-on valoir à l'USJ. Cela explique la relative générosité de la politique d'aide sociale suivie par l'université, faite pour attirer les étudiants, dont 40 % bénéficient d'aides sociales, une aide

qui représente 20 % du budget annuel de l'établissement.

Conseil de tutelle

Par ailleurs, le recteur de l'USJ souhaite disposer des crédits nécessaires pour mettre progressivement en place l'université de demain, en d'autres termes l'enseignement universitaire numérique tel qu'il se met en place dans les grandes universités du monde entier, où l'écran se substitue au papier, et où l'interactif remplace le cours magistral. La francophonie sera moderne où elle ne sera pas, admet-on d'ailleurs dans les sphères académiques françaises.

La réunion du conseil stratégique à Paris a enfin donné le coup d'envoi d'une mutation de la mission de ce conseil, avec l'apparition concomitante d'un conseil de tutelle (*board of trustees*), avec des compétences délibératives, et non plus seulement consultatives. Cela correspond à un souhait de la compagnie de Jésus, comme à une exigence du ministère de l'Enseignement supérieur au Liban (loi 285/art. 57), en vertu de laquelle toute université privée doit avoir son conseil de tutelle, pour un plus grand respect des règles de la bonne gouvernance.